

**Les prix
ont augmenté
de 1 % en mars**

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 285 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce, 35 p. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 din.

tarif des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75127 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Tél. Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

La tension au Proche-Orient Le P.C. appelle à voter pour M. François Mitterrand

Washington s'inquiète de l'aggravation du conflit libanais

L'espoir du Kremlin

Après une longue passivité, du moins apparente, qui a suivi la conclusion des accords de Camp David — durement ressentis à Moscou du fait qu'ils excluaient l'U.R.S.S. du processus de paix israélo-arabe — la diplomatie soviétique s'active à nouveau dans le monde arabe sans que l'on puisse déterminer si elle parviendra ou non à marquer des points.

Certes, la visite du ministre koweïtien des affaires étrangères à Moscou la semaine dernière semble avoir été « couronnée de succès » dans la mesure où les deux parties ont fait état de « convergences de vues » tant sur le conflit palestinien que sur la sécurité du Golfe. Mais l'entente n'est que verbale et on ne voit pas le Koweït, intimement lié à l'Arabie Saoudite et à d'autres Etats conservateurs de la région, « faire le défenseur des thèses soviétiques ».

L'amitié entre l'U.R.S.S. et la Libye que célèbre depuis ce lundi à Moscou le colonel Kadhafi ne devrait pas faire non plus illusion. Encore que leurs convergences d'intérêts soient bien plus étendues : Moscou et Tripoli partagent la même hostilité à l'égard de Sadate et, d'une manière plus générale, à la politique des « puissances impérialistes » au Proche-Orient et en Afrique, comme l'atteste leur entente sur la « libération » du Tchad. Mais, selon notre correspondant à Moscou, le président libyen manifeste pour le moins des réticences à l'égard de la proposition de M. Brejnev de régler le conflit israélo-arabe par le truchement d'une conférence internationale.

Au total, les « points d'appui » du Kremlin dans le monde arabe sont à la fois fragiles et peu nombreux. Il ne peut compter essentiellement que sur trois « îlots » : la Libye, la Syrie et la République démocratique du Yémen (du Sud), auxquels vient s'ajouter l'O.L.P., elle-même divisée sur l'efficacité de la diplomatie soviétique. Moscou a, d'autre part, pris ses distances à l'égard de l'Irak — en lui refusant des armements depuis le début de la guerre avec l'Iran — sans réussir pour autant à se gagner les bonnes grâces de la République islamique.

Malgré tout, il serait risqué de conclure que les Etats-Unis aient assuré leur prédominance au Proche-Orient depuis la « pax americana » de Camp David. S'il est vrai que la quasi-totalité des gouvernements, de l'Atlantique au Golfe, se situent dans le « camp occidental », beaucoup d'entre eux s'inquiètent de l'incompréhension dont fait preuve Washington à leur égard.

M. Haig s'en est rendu compte au cours de sa récente tournée au Proche-Orient. Ses interlocuteurs arabes ont été unanimes pour lui faire remarquer que le « péril soviétique », auquel il donnait la priorité, leur paraissait beaucoup moins menaçant que les retombées du conflit israélo-arabe et que, en tout cas, les deux dangers ne pouvaient être dissociés.

Les Etats-Unis ont cependant les mains liées par les accords de Camp David, qui ont fixé un processus élaboré sans consultations et à l'encontre de la volonté des autres belligérants arabes, l'O.L.P. en tête. C'est cette imprudence — ou cette ignorance des réalités du monde arabe — qui donne au Kremlin l'espoir d'étendre son influence au Proche-Orient.

Des divergences entre Moscou et Tripoli ?

De notre correspondant

Moscou. — Les premiers entretiens entre MM. Brejnev et Kadhafi, qui ont commencé à Moscou le lundi 27 avril, immédiatement après l'arrivée du dirigeant libyen à Moscou, n'auront pas permis d'aplanir toutes les divergences entre les deux pays. Telle est l'impression qui se dégage des discours prononcés par les deux hommes d'Etat, ainsi que du premier communiqué publié par l'agence Tass. Ce texte fait en effet état d'une « atmosphère d'amitié et de franchise », ce qui, en langage diplomatique, désigne des désaccords.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)

LES JEUNES DE LA CRISE

Avec le thème de l'emploi des jeunes, leur avenir est présenté comme l'un des enjeux de la campagne électorale : ils ont entre seize ans et vingt ans, sont encore en formation et savent que, pour certains, le chômage les guette. Qu'en pensent-ils ? Le mieux était de le leur demander...

Lire page 19 le début de l'enquête d'Edwy PLENEL

L'Arabie Saoudite : paradis ou poudrière ?

Après le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, et le premier ministre britannique, Mme Thatcher, c'est au tour du chancelier Schmidt, qui se trouve à Ryad depuis le lundi 27 avril, de s'entretenir avec les dirigeants saoudiens. Ces derniers assurent que la question de la vente d'armements ouest-allemands ne sera pas évoquée, conformément aux vœux du gouvernement

de Bonn. En revanche, les conversations porteront tant sur les relations bilatérales, en particulier dans le domaine économique, que sur les problèmes que pose la sécurité dans le Golfe.

A l'issue d'une enquête de plusieurs semaines en Arabie Saoudite, Eric Rouleau fait le point, en une série de quatre articles, de la situation économique, politique et sociale dans ce pays.

I. — Une société schizophrène

Ryad. On se croirait à Paris, Londres ou New-York. La réception que donne ce grand bourgeois ne s'y serait pas déroulée autrement. L'habit bedouin ne devrait pas faire illusion. Bras-seurs d'affaires ou hauts fonc-

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

tionnaires qui, de retour de l'étranger, troquent le complet veston de bonne coupe pour les

vétements, traditionnels, non moins élégants dans leur thoub (longue robe de soie ou de laine) et leur michlah (serail d'or (man-teau en forme de cape), la tête coquettement recouverte d'un châle à carreaux noirs ou rouges (le ghoutra), devisent, en un anglais châtié, tout en dégustant du whisky ou du champagne. La consommation de l'alcool est, en principe, sanctionnée de peines de prison, mais est tolérée à l'intérieur des foyers. Les boissons importées en contrebande étant trop onéreuses, un breuvage distillé localement, surnommé sadiki (littéralement « mon ami ») est très répandu au sein des classes populaires.

La ségrégation des sexes, strictement réglementée, est de moins en moins observée dans les réunions privées. Les femmes qui, hors de chez elles, doivent obligatoirement se couvrir de la tête aux pieds, sont, dans les réceptions « bourgeoises », dévoilées, maquillées et, pour les plus aisées d'entre elles, habillées par les plus grands couturiers parisiens. Les conversations sont empreintes d'une étonnante liberté pour un pays qui fait figure de forteresse du puritanisme islamique. Ainsi entend-on que propos de sympathie à l'égard de la princesse Mishaal, exécutée en 1977 pour adultère, et qu'éloges pour la tragédie anglaise qui relate les amours coupables de la sup-pliciée, la Mort d'une prin-cesse, largement diffusée par les télévisions occidentales sauf curieusement, en France.

(Lire la suite page 5.)

L'épouvantail

par MAURICE DUVERGER

Peut-on prendre au sérieux le candidat sortant quand il évoque le péril d'une majorité dominée par le marxisme et présente le second tour comme un choix dramatique entre deux types de société ? Comment accuser un adversaire d'être l'otage des communistes quand ceux-ci ne réunissent que 15 % des suffra-

ges ? Comment imaginer qu'ils puissent asservir une gauche dont ils ne représentent même pas le tiers ? Ils ne pèsent plus assez lourd pour la réduire à leur merci. D'autant que leurs pertes sont maximales dans la classe ouvrière, où ils puisent leur dynamisme et leur légitimité. Maintenant, M. Mitterrand est plus justifié à parler au nom des « travailleurs », car ils ont plus voté pour lui que pour M. Marchais. Avec un score aussi faible, ce dernier a-t-il les moyens d'agiter une menace de grève dans le style de juin 1936 ? Même si le pouvoir lui attribue les provocations que quelques « autonomes » risquent de déclencher le 1^{er} Mai prochain.

Les communistes ne gardent qu'une seule arme d'apparence efficace : l'exigence de ministres dans un gouvernement de gauche. Ils aident M. Giscard d'Estaing en brandissant à tout bout de champ cet épouvantail. Mais il ne fait illusion que par l'ignorance des dispositions de notre Constitution. On peut s'étonner que le président de la République, chargé de les respecter, feigne de les méconnaître. Elles impliquent une distinction entre l'élection présidentielle du 10 mai et les élections législatives qui la suivraient en juin en cas d'une victoire du candidat socialiste, lequel dissoudrait aussitôt l'Assemblée nationale.

(Lire la suite page 8.)

Les inquiétudes du C.N.P.F.

Rompant le silence qu'il avait observé pendant la première partie de la campagne électorale, du fait de la présence de deux candidats « majoritaires », le C.N.P.F. est monté en ligne, dès le lendemain du premier tour, par la voix de son président, M. François Ceyrac. La rapidité de la réaction et le contenu de celle-ci traduisent bien les inquiétudes qui assaillent les responsables du patronat français.

Sur le fond, le message n'est guère surprenant. Il est rappelé aux chefs d'entreprise qu'ils sont placés devant un « choix fondamental de société », et il leur est demandé implicitement de voter pour M. Giscard d'Estaing, bien que le nom de ce dernier, pas plus que celui de son concurrent, ne soit mentionné.

Le ton de la déclaration est plus inusité, puisque une véritable mise en garde est adressée aux patrons, qui « ne doivent pas oublier qu'une erreur de leur part aurait les conséquences les plus graves pour les entreprises et pour la France ».

Le C.N.P.F. ne saurait mieux dire qu'il n'est pas très sûr de la réaction de ses troupes, dont une bonne partie s'est prononcée pour M. Chirac. Les allusions faites par M. Ceyrac à la nécessité de mener une politique de « l'emploi » plus dynamique, de desserrer les contraintes « qui paralysent », d'alléger les charges sociales et fiscales, suffiront-elles à rallier les plus réticents ? On l'espère, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, où l'on ne cache pas que les résultats du premier tour laissent la porte ouverte à toutes les hypothèses, surtout si le report des voix majoritaires se fait mal. Le tout bien sûr au nom de l'apolitisme bien connu de l'organisation patronale...

(Lire page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Sacrifice

Ainsi, 72 % des électeurs ont voté contre le citoyen-candidat ; c'est-à-dire, dans l'esprit de celui-ci, contre la France.

Ce peuple masochiste et suicidaire s'est donc exprimé à une large majorité contre... lui-même. Il y a là de quoi vous dégoûter à tout jamais de briguer la présidence d'un tel pays. Raison de plus, par conséquent, de saluer le courage et l'esprit d'abnégation de M. Giscard d'Estaing, qui a décidé malgré tout de maintenir sa candidature au second tour. Vraiment, nous ne le méritons pas.

BERNARD KRIS.

LE FESTIVAL DE GUANAJUATO

Salzbourg au Mexique

A 10 000 kilomètres de la France, à Guanajuato, délicieuse petite ville du Mexique dont le nom est encore inconnu à beaucoup d'Européens, s'est ouvert le 24 avril, en présence du président de la République, M. Lopez Portillo, un Festival international d'une ampleur et d'une qualité qui n'ont rien à envier à ceux que nous connaissons. Pendant trois semaines (jusqu'au 16 mai) vont se succéder, à raison de six à huit manifestations par jour, des concerts, représentations, spectacles de ballet aux mille étoiles : la Comédie-Française, le Festival de midi et les Fausse

Confidences, l'Opéra national hongrois le Châtelet de Barbe-Bleue et le Mandarin merveilleux. Les Orchestres philharmoniques de Vienne et de New-York (avec Zubin Mehta) sont présents, comme le Mozarteum d'Salzbourg, Birgit Nilsson, Yehudi Menuhin, Rudolf Serkin, Pierre Fournier, Joan Saez, des troupes de théâtre espagnoles, tchèques, japonaises, chinoises, cubaines, le Ballet de Bali et le Kathakali, Martha Graham, etc.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 28.)

les must de Cartier

Paris



Vendôme Louis Cartier

Quartz

GARANTIE A VIE

**Les prix
ont augmenté
de 1 % en mars**

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ;
Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 30 p. ;
Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ;
Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ;
Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ;
Suisse, 1,30 F ; E.U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 42

**5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572**

Tél. : 246-72-23

L'attitude des gaullistes

Le R.P.R. confirme la liberté de vote laissée aux électeurs de M. Jacques Chirac

M. Chaban-Delmas lance un appel en faveur de M. Giscard d'Estaing

Le bureau du groupe parlementaire R.P.R. se réunit, ce mardi 28 avril, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Claude Labbé, et le comité central du mouvement est convoqué mercredi à Paris, par M. Bernard Pons, secrétaire général, qui assume l'intérim de la présidence du R.P.R.

M. Jacques Chirac n'assistera à aucune de ces instances, qui doivent, en principe, approuver la déclaration de l'ancien candidat relative au second tour de l'élection présidentielle (le Monde du 28 avril) et par laquelle il laissait ses électeurs totalement libres de voter « en conscience » pour le candidat de leur choix, tout en annonçant qu'il voterait lui-même « à titre personnel » pour M. Giscard d'Estaing.

Les dirigeants du R.P.R. attendaient des réactions nuancées des membres des deux instances du mouvement.

Les parlementaires devraient, pour la plupart d'entre eux, se référer aux nécessités de la solidarité majoritaire et décider, à titre personnel, de voter pour M. Giscard d'Estaing non par adhésion politique, mais par souci d'empêcher l'élection de M. Mitterrand. Un souci de conservatisme électoral guide aussi la plupart d'entre eux.

Le contact des militants

Toutefois, certains, encore peu nombreux, ne cachaient pas dès lundi leur préférence pour le succès du candidat socialiste. C'est notamment le cas de M. Joël Le Tac, député de Paris, qui, il est vrai, est le seul élu gaulliste à avoir voté la motion de censure socialiste déposée contre le gouvernement Barre en novembre 1979 (le Monde du 22 novembre 1979), ou de M. Christian Poncelet, sénateur des Vosges, ou de M. de Lipkowski, député de la Charente-Maritime.

En revanche, plusieurs parlementaires qui ont soutenu M. Chirac ont, dès lundi, annoncé leur vote « à titre personnel » en faveur du président sortant. Il

en est ainsi pour M. Pierre Messmer, qui présidait le comité national de soutien à la candidature de M. Chirac, pour M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Haute-Corse, et aussi pour M. Jacques Médecin, maire de Nice, député U.D.F. des Alpes-Maritimes.

Toutefois, ceux qui ont participé très directement à l'état-major de campagne de M. Chirac sont pour le moment plus nuancés, comme MM. Claude Labbé, Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, et même Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, qui tous ont amplement exprimé — surtout en privé — les sentiments peu amènes qu'ils nourrissent à l'égard du « citoyen-candidat ».

D'avantage au contact de l'électorat et surtout des militants chiraquiens, les dirigeants du mouvement ont bien perçu la montée de l'hostilité à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing durant toute la campagne électorale. M. Chirac lui-même l'a mesurée lors de ses meetings où l'évocation de l'action du président sortant était toujours saluée par des sifflets et des huées — tout comme d'ailleurs celle de M. Mitterrand lorsque celui-ci était dénoncé pour ses relations avec le P.C. Le maire de Paris s'est, en conséquence, souvent retenu de citer le nom de M. Giscard d'Estaing pour éviter des manifestations trop vives de rejet.

Pour cette raison, les dirigeants du R.P.R. ne demanderont pas à l'appareil du mouvement de se mobiliser entre les deux tours. Aucun responsable local et aucun militant — assure-t-on rue de Lille — n'accepterait de faire la moindre campagne en faveur de M. Giscard d'Estaing. Nombre d'adhérents du R.P.R., des cadres locaux et même de nouveaux partisans de M. Chirac, ne cachent pas qu'ils souhaitent la victoire de M. Mitterrand le 10 mai.

Ils sont convaincus en effet que, dans cette hypothèse, M. Chirac apparaîtrait alors comme le leader de la majorité sortante, qu'il prendrait la tête de la campagne électorale législative et qu'il ramènerait plus forte encore à l'Assemblée nationale une majorité « chiraquienne ».

Ce raisonnement était fait avant même le premier tour, puisqu'une enquête d'opinion, non publiée, aurait établi que 60 %

des voix de M. Chirac au premier tour se reporteraient sur M. Giscard d'Estaing au second, alors que les 40 % restantes se répartiraient à peu près également entre le vote nul ou l'abstention et les suffrages en faveur de M. Mitterrand, ce qui donnerait environ un million de voix au candidat socialiste.

Parmi les chiraquiens prêts à voter pour le candidat socialiste et qui ne s'en cachent pas figurent d'ores et déjà des personnalités comme M. Philippe Dechartre, responsable de l'action ouvrière et professionnelle du R.P.R., M. Dabiez, président de la Fédération des républicains de progrès, qui annoncera officiellement sa décision mercredi, et M. Jean-Claude Servan-Schreiber.

Les « giscardo-gaullistes »

En revanche, l'offensive des gaullistes délibérément favorable à M. Giscard d'Estaing a été lancée avec éclat dès le soir du premier tour. Les parlementaires qui soutenaient officiellement, mais avec une certaine discrétion, la candidature de M. Debré se sont prononcés pour le président sortant, qu'il s'agisse de MM. Olivier Guichard, Yves Guéna et Roland Nungesser, président de Carrefour du gaullisme, malgré l'hostilité de M. Léo Hamon, président d'Initiative républicaine et socialiste.

Mais surtout, selon une mode nouvelle mais qui se veut gaullienne, M. Jacques Chaban-Delmas a lancé lundi — à grand renfort de moyens télévisés — un appel aux électeurs de MM. Chirac, Debré et de Mme Garaud à voter pour M. Giscard d'Estaing.

Le maire de Bordeaux, qui avait encouragé et soutenu en sous-main la candidature de M. Debré, était pourtant depuis longtemps en conflit ouvert avec Mme Garaud et avec M. Chirac. Aussi les amis du maire de Paris ont-ils été surpris et amusés d'entendre M. Chaban-Delmas accorder une « mention spéciale » à M. Chirac pour le « résultat conséquent » qu'il a obtenu, mais ils relevaient qu'à Bordeaux M. Debré n'avait recueilli que 3,22 % des voix contre 19,20 % à M. Chirac.

Il est vrai que, par la voix de M. Chaban-Delmas, les « giscardo-gaullistes » groupant les « barons » du gaullisme et les ministres issus du R.P.R. ambitionnent de supplanter M. Chirac et d'être les artisans d'une victoire de M. Giscard d'Estaing qui serait due à leurs bons offices, qui pour être tardifs n'en seraient pas moins, selon eux, déterminants.

Le mouvement gaulliste sort ainsi de ce premier tour de l'élection présidentielle dans une situation paradoxale : renforcé électoralement, ses élus sont divisés, mais en parts inégales ; très critiques à l'égard de M. Giscard d'Estaing, ils s'approprient, dans leur majorité, à voter pour lui le 10 mai.

Pas de participation active pour le deuxième tour

Cette confusion relative a déterminé M. Chirac à l'attitude qu'il a prise lundi. Le candidat éliminé va désormais — au moins jusqu'au 10 mai — se consacrer aux affaires de la Ville de Paris, et il ne se manifestera pas dans la campagne du second tour, malgré les sollicitations des giscardiens dont il est l'objet.

Ses plus proches amis insisteront autant sur le caractère « personnel » de son vote au second tour que sur la liberté totale qu'il laisse à ses électeurs de voter pour leur part « en conscience » ce que quelques-uns interpréteront comme un encouragement implicite à voter pour M. Mitterrand.

Bien que certains de ses amis jugent son comportement un peu complexe voire ambigu, le maire de Paris escompte en tirer un avantage tactique. En cas de succès de M. Giscard d'Estaing il aura prouvé sa solidarité et sa fidélité majoritaire.

En cas d'échec il ne pourra pas être accusé d'avoir provoqué la défaite. En revanche il aura un titre à appeler au rassemblement des gaullistes et des giscardiens sous sa houlette pour la bataille législative qui suivra une dissolution décidée par M. Mitterrand devenu président de la République. Car, quelle que soit l'issue du scrutin du 10 mai, M. Jacques Chirac demeure préoccupé des autres échéances électorales qui interviendront de toute façon dans un avenir plus ou moins proche. Sa campagne, conduite, pour la première fois, sans les « barons » et sans les « conseillers occultes », l'a convaincu en tout cas de l'existence d'un courant politique non négligeable et qu'il incarne seul désormais.

ANDRÉ PASSERON.

Plusieurs personnalités et organisations gaullistes appellent à voter pour M. Giscard d'Estaing

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 27 avril : « (...) Il faut voir clairement vers quoi entrainerait l'élection de M. Mitterrand. Comme son élection n'aurait pu se faire qu'avec l'appoint massif des millions d'électeurs conservés par M. Marchais, le parti communiste pèserait de tout son poids sur le gouvernement nommé par M. Mitterrand. (...) Face à de telles perspectives, une seule solution s'impose : assurer l'élection de M. Giscard d'Estaing, et cela quelles que soient nos préférences, que nous avons d'ailleurs manifestées hier. Puisque le destin de la France et des Français est en jeu, c'est l'heure de la raison, où querelles, ressentiments, amertumes doivent être surmontés : règle de haute morale reçue du général de Gaulle, que je me suis appliquée à moi-même et qu'aujourd'hui gaullistes et beaucoup d'autres avec eux doivent appliquer à leur tour. (...) Cette un' n salutaire doit être réalisée, recommandée et entraînée d'abord par les responsables, c'est-à-dire les candidats eux-mêmes, de M. Debré à M. Giscard d'Estaing, sans omettre Mme Garaud, et avec une mention spéciale pour M. Chirac en raison du résultat conséquent qu'il a obtenu avec l'appui de nombreux militants gaullistes dont le combat, empreint de générosité et d'un élan sincère pour une France toujours plus rayonnante, n'aura pas été un combat inutile ; j'en suis certain. (...) »

● M. YVES GUÉNA, député R.P.R. de Dordogne, ancien ministre, écrit dans la « Lettre pour la V^e République », dont il est l'inspirateur : « Je considère que nous pouvons justifier pour l'essentiel la politique suivie par le président sortant, Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que les engagements qu'il a pris quant à la pérennité de cette politique. »

● M. OLIVIER GUICHARD, député R.P.R. de la Loire-Atlantique, ancien ministre, a rendu publique, à Nantes, une déclaration des parlementaires de la majorité de Loire-Atlantique, se prononçant en faveur de M. Giscard d'Estaing. Cette initiative, a-t-il précisé, a pour but de « recréer les conditions d'une

meilleure entente de la majorité, donc une meilleure organisation de celle-ci ».

● LE CONSEIL DE « CARREFOUR DU GAULLISME », présidé par M. Roland Nungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, invite les Français à se rallier à M. Giscard d'Estaing, en lui demandant « de s'engager à maintenir les options fondamentales du gaullisme ».

● M. GILBERT GRANDVAL, président de l'Union gaulliste pour la démocratie, partisan de M. Debré, rappelle les efforts de M. Giscard d'Estaing pour « sauvegarder la paix » et appelle à voter pour lui.

● LE C.S.P. (Collège pour une société de participation), club gaulliste présidé par Daniel Richard, appelle les électeurs gaullistes à voter sans hésitation pour M. Giscard d'Estaing au second tour.

● Mme CHRISTIANE PAPON, présidente du mouvement Femmes avenir, qui s'était prononcée pour Jacques Chirac au premier tour, invite toutes ses adhérentes à voter pour M. Giscard d'Estaing, ainsi que M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Haute-Corse.

M. PASQUA : M. Chirac a les clefs de l'avenir

● M. CHARLES PASQUA, chargé de l'organisation de la campagne de M. Chirac, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, a déclaré, lundi 27 avril, que « si le président de la République sortant n'est pas « capable de montrer qu'il a compris le message des électeurs », « jamais M. François Mitterrand n'aura autant de chances d'être élu que le 10 mai ». « Le score qu'a fait M. Jacques Chirac est bon et lui permet de détenir les clés de l'avenir », a souligné M. Pasqua.

● M. CLAUDE LABBÉ, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale : « Nous savons que le parti socialiste n'est pas maître de ses mouvements. Il est lié par son électorat de complément que sont les voix communistes, et M. Marchais est un partenaire extrêmement exigeant. On ne peut séduire à la fois l'électorat modéré et rassembler les voix communistes. »

La campagne de M. Mitterrand

Le candidat socialiste devient celui de « toutes les forces de la France »

Candidat socialiste au premier tour, M. Mitterrand entend être, au second, celui de « toutes les forces de la France ».

Tel est le slogan diffusé dans un tract dès dimanche soir et apposé sur les affiches de M. Mitterrand. Cette volonté de « rassembler les Français » s'accompagne mal d'une participation aux travaux des instances dirigeantes du P.S. « M. Mitterrand n'appartient plus seulement au P.S. », a d'ailleurs précisé, lundi, le premier secrétaire de cette formation, M. Lionel Jospin.

Aussi M. Mitterrand s'abstient-il de toute participation active et se contentera-t-il de rencontrer dans l'après-midi, les membres du comité directeur et les premiers secrétaires des fédérations.

Ce souci de formalisme s'accompagne d'une conviction : il n'est nul besoin, selon M. Mitterrand, de multiplier les déplacements en province ou les manifestations de masse. L'élan a été donné le 26 avril, professe-t-il, et le candidat du « rassemblement populaire pour le redressement national » peut aisément faire l'économie d'un... rassemblement tel que celui qui était initialement prévu au Parc des Princes. A cette raison de fond s'ajoute celle, de circonstance, invoquée par M. Laurent Fabius : selon le porte-parole du P.S., « ce rassemblement aurait pu donner lieu à des provocations ».

Compte tenu de la réalité de cet « élan », il n'est, non plus, nul besoin de suivre celui qu'il nomme « le candidat sortant » sur un terrain quelque peu polémique. Au contraire, il s'agit de ne pas se laisser enfermer dans la querelle sur les ministres communistes et sur la composition de la majorité parlementaire, au lendemain des élections législatives qui suivraient l'élection de M. Mitterrand. C'est pourquoi ce dernier entend poursuivre « la campagne persuasive et tranquille », selon l'expression de M. Fabius, qu'il a conduite avant le premier tour. Cela signifie qu'il ne devrait guère changer les thèmes de cette campagne ; et surtout qu'il devrait axer celle-ci sur l'idée qu'il s'agit, le 10 mai, de décider non de la composition du gouvernement mais du choix de la personnalité la plus apte à gouverner la France.

En cette matière, la conviction des socialistes tient en deux propositions : d'une part, M. Giscard d'Estaing séduit moins ; d'autre part, M. Mitterrand, non seulement fait moins peur, mais aussi rassure.

Les socialistes comptent bien sûr aider au développement de la première proposition en continuant à parler du bilan du septennat. L'une des affiches prévues

pour le second tour représentera un village, sur fond tricolore, avec le slogan suivant : « Mitterrand président ou quatorze ans de Giscard, choisissez ! »

En ce qui concerne la seconde affirmation, elle procède d'une certitude et d'un résultat. La certitude concerne le succès de l'image de « force tranquille » qu'a voulu donner de lui-même M. Mitterrand.

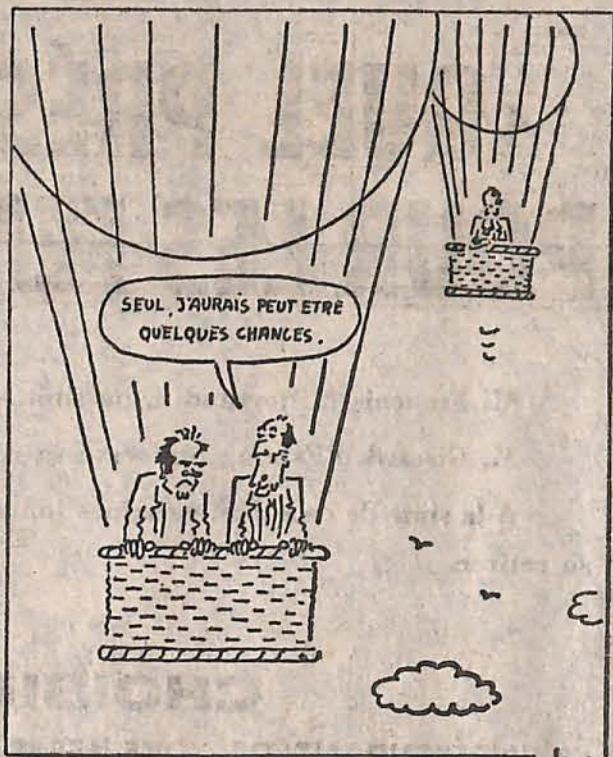
titude de la direction du P.C.F., l'électorat communiste n'hésitera pas un instant entre « le candidat du chômage et des privilèges et celui du changement ».

« Aucune force se réclamant de la gauche, a notamment affirmé M. Jean Poperen, aucune force prétendant parler au nom des travailleurs ne peut se mettre en travers de la politique du P.S. ; (...) Si certains étaient tentés par

négoçant les conditions d'un face-à-face avec M. Giscard d'Estaing, et non en acceptant celles du président sortant.

M. Mitterrand, de son côté, s'y prépare d'autant mieux qu'il considère que M. Giscard d'Estaing est désormais contraint à la défensive, et qu'il ne devrait donc pas être aussi à l'aise qu'en 1974.

JEAN-MARIE COLOMBANI.



(Dessin de KONF.)

Pour continuer sur ce registre, M. Mitterrand compte multiplier non les grands meetings (il n'y en aura que trois, à Montpellier le 1^{er} mai, à Mulhouse et à Nantes, le 8 mai), mais les prises de parole sur tel ou tel dossier, afin de montrer qu'il souhaite d'abord, « tranquillement » et concrètement, traiter des problèmes qui préoccupent les Français. Ainsi, à Nevers, il devait se prévaloir du « plan énergétique départemental » préparé sous sa présidence, par l'Assemblée de la Nièvre, afin d'illustrer sa principale proposition en matière énergétique, à savoir : la recherche de l'indépendance par la diversification des sources d'énergie.

Le résultat, c'est bien sûr celui du candidat communiste. « La chute notable » de ce dernier, selon l'expression de M. Jospin, conduit les socialistes à penser que, quelle que soit désormais l'at-

la politique du pire, ils en seraient les victimes. »

Cette analyse fait peut-être peu de cas du fait que le phénomène d'abstention a quelque peu affecté l'électorat communiste, et qu'il pourrait en être de même au second tour. Aussi est-ce avec une certaine inquiétude — même s'ils se disent sûrs de leur fait — que les socialistes attendent la prise de position officielle du comité central du P.C.F.

C'est en revanche avec une satisfaction non dissimulée qu'ils ont accueilli la déclaration de M. Jacques Chirac. Ils s'apprêtent à répéter que le maire de Paris n'est pas propriétaire de ses voix (voir les articles d'André Laurens et André Passeron).

Enfin, il est un sujet sur lequel M. Mitterrand entend être vigilant : celui du traitement que lui réserve la presse audiovisuelle. Il revient à M. Badinter d'assurer cette vigilance, notamment en

Dénonçant certains « manquements inadmissibles »

M. MAUROY DEMANDE AUX CHAINES DE TÉLÉVISION DE RESPECTER LA « RÈGLE DE L'ÉGALITÉ ».

M. Pierre Mauroy, porte-parole du candidat socialiste, a fait, mardi matin 28 avril, au terme de la réunion du comité directeur du P.S., une déclaration dans laquelle il a mis en cause la façon dont les chaînes de télévision et certaines stations de radiodiffusion « couvrent » la campagne de M. Mitterrand. Il a, notamment, déclaré :

« Deux candidats restent en lice : le président sortant, M. Giscard d'Estaing, dont on connaît le bilan catastrophique sur le plan économique et social, et François Mitterrand, le candidat du changement. Compte tenu de l'enjeu et de la volonté exprimée par les Français, la règle de l'égalité devrait s'imposer à la télévision et à la radio. Ce partage équitable nous est refusé. Il a gravement été mis en cause dès hier. Je demande donc instamment aux téléspectateurs et aux auditeurs de regarder et d'écouter en citoyens. Vous serez, le jour du scrutin, des électeurs, à poursuivre M. Mauroy en s'adressant aux téléspectateurs.

Le porte-parole de M. Mitterrand a appuyé sa déclaration de plusieurs « exemples de manquements » relevés la veille :

« Antenne 2, journal de midi : déclaration de M. Chirac, déclaration de M. Giscard d'Estaing, déclaration de M. Marchais, mais on ne reproduit pas la déclaration de M. Mitterrand du 26 avril. »

« TF1, journal de midi : M. Deniau, porte-parole de M. Giscard d'Estaing, parle pendant cinq minutes, Lionel Jospin une minute trente. »

« Antenne 2, l'après-midi, émission spéciale à 16 h, interruption des programmes pour une déclaration de M. Chaban-Delmas en faveur de M. Giscard d'Estaing, pour une durée de neuf minutes. »

« TF1, le soir : déclaration télévisée de M. François Mitterrand brouillée et déformée. Europe 1, journal de 19 h : rien en ce qui concerne le candidat du changement François Mitterrand. »

« Enfin, a ajouté M. Mauroy, un document télévisé a été envoyé aux Antilles concernant la soirée du 26 avril, qui a duré vingt minutes : trente secondes pour M. François Mitterrand, j'avais personnellement observé les graves désordres qui se sont produits dans ce département d'outre-mer, nous ne les acceptons pas, pas davantage qu'il y ait des manquements en métropole. Nous demandons qu'il y ait pour notre démocratie une règle plus stricte en matière d'information. »

M. Jean-Marie Cavada, directeur de l'information de TF1, a aussitôt répondu à M. Mauroy en expliquant, notamment, que la déclaration de M. Mitterrand, jugée « brouillée et déformée » par le porte-parole du candidat socialiste, avait été victime d'un « décrochage » technique provenant probablement du fait que « la bande avait été diffusée quatre fois auparavant ». Il a assuré que les deux candidats qui restent en lice bénéficieraient, au cours de la campagne, sur TF1, d'une « totale équité de temps ».

LE M.R.G. : Rassemblement autour du candidat socialiste

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche s'est réuni, mardi 28 avril, au Sénat. Remerciant les « 650 000 électeurs », qui, dans le « contexte particulier » de l'élection présidentielle ont apporté leurs suffrages à M. Michel Crépeau, le comité directeur a rendu publique la motion suivante, qui a été adoptée à l'unanimité :

« Nous soulignons » les graves dangers qu'un nouveau septennat de Valéry Giscard d'Estaing ferait courir à notre pays : l'aggravation de la crise économique et sociale, l'accroissement du chômage, le désarroi de la jeunesse, contribueraient au déclin de la démocratie politique et renforceraient le sentiment d'insécurité. »

« Nous appelons » les Français à se rassembler autour de François Mitterrand qui porte désormais l'espérance de toute la gauche et de tous les républicains.

Les gains et pertes du parti socialiste

Le tableau que nous présentons ci-dessous des gains et pertes du P.S. au premier tour de l'élection présidentielle indique, dans sa troisième colonne, l'ordre de progression ou de perte, dans tous les départements de la métropole, par rapport aux résultats obtenus au premier tour des élections législatives de 1978. Ce tableau est éloquent. Il témoigne que les progrès socialistes intéressent la quasi-totalité du territoire, donc de la « nationalisation » de l'influence socialiste. Un tel constat pouvait certes être dressé au vu des résultats du scrutin législatif. Déjà la progression concernait soixante-seize des quatre-vingt-seize départements métropolitains. Déjà le P.S. progressait d'autant plus qu'il s'agissait de bastions traditionnels de la droite, tels que l'Ouest, accompagnant ainsi une triple évolution socio-économique : l'augmentation du salariat, l'urbanisation et une relative « déchristianisation ». Les régions (vingt départements) où les socialistes étaient en recul (pour tout méditerranéen, Languedoc) étaient celles de vieille implantation S.F.I.O., celles où le renouvellement des hommes et des méthodes était moindre, par définition, que là où il avait fallu conquérir le terrain.

Cette fois, vingt et un départements échappent à la progression. Ce sont, pour certains, ce qu'il est convenu d'appeler des bastions socialistes (Pas-de-Calais, Nord et Territoire de Belfort). Mais le mouvement de recul paraît stoppé sinon enrayé sur le pourtour méditerranéen. Tandis que l'on retrouve, dans le Sud-Ouest, les contours d'un vote « républicain ».

Les plus fortes progressions concernent, comme à l'accoutumée, les terres de mission, notamment de l'Ouest (le Finistère par exemple). Mais aussi, et cela est plus original, les fiefs communistes (tels que la Seine-Saint-Denis). — J.-M. C.

	12 mars 78 % exprimés	26 avril 1981 % exprimés	1978 - 1981 Variation
CORSE-DU-SUD	3,21	23,01	+ 19,80
HAUTES-PYRÉNÉES	13,04	30,97	+ 17,93
HAUTES-ALPES	8,89	24,32	+ 15,43
TARN-ET-GARONNE	15,03	27,71	+ 12,68
LOTE	5,40	17,69	+ 12,29
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	18,76	30,96	+ 12,20
AVEYRON	13,18	25,09	+ 11,91
CHARENTE-MARITIME	15,10	25,86	+ 10,76
COTE-D'OR	14,32	24,42	+ 10,10
AIN	20,84	30,62	+ 9,78
EURE	16,05	25,34	+ 9,29
LOIRE	17,46	26,44	+ 9,18
PARIS	16,75	24,71	+ 7,96
ALPES-MARITIMES	16,75	24,58	+ 7,83
HAUTE-MARNE	13,37	21,16	+ 7,79
CHER	20,68	27,97	+ 7,29
YVELINES	16,94	22,82	+ 6,78
SEINE-MARITIME	17,74	24,36	+ 6,62
VAL-DE-LOIRE	16,04	22,82	+ 6,78
LOIRE	17,74	24,36	+ 6,62
SEINE-SAINT-DENIS	20,22	26,57	+ 6,35
HAUTE-LOIRE	19,50	25,78	+ 6,28
SAOIRE	19,31	25,54	+ 6,23
DORDOGNE	20,21	26,08	+ 5,87
HAUTE-SAONE	23,69	29,26	+ 5,57
CHARENTE	22,59	27,84	+ 5,25
MARNE	18,98	24,20	+ 5,22
HAUTS-DE-SEINE	18,31	23,52	+ 5,21
ESSONNE	21,51	26,66	+ 5,15
SEINE-SAINT-DENIS	19,44	24,47	+ 5,03
EURE-ET-LOIR	21,06	26,02	+ 4,96
SAOIRE-ET-LOIRE	23,30	28,19	+ 4,89
SOMME	18,81	23,61	+ 4,80
VAL-DE-MARNE	20,20	24,64	+ 4,44
YONNE	20,83	25,15	+ 4,32
SEINE-ET-MARNE	21,04	25,29	+ 4,25
LOIRET	19,88	24,13	+ 4,25
BAS-RHIN	17,92	22,04	+ 4,12
VAUCLUSE	21,85	25,86	+ 4,01
GIRONDE	29,54	33,23	+ 3,69
SARTHE	21,96	25,61	+ 3,65
HERAULT	23,07	26,58	+ 3,51
INDRE-ET-LOIRE	25,33	28,59	+ 3,26
ALLIER	20,57	23,81	+ 3,24
PYRÉNÉES-ORIENTALES	22,37	25,58	+ 3,21
LOIRE-ATLANTIQUE	25,36	28,47	+ 3,11
ARDECHE	22,25	25,21	+ 2,96
REUNION	6,93	9,89	+ 2,96
FINISTERE	24,31	27,20	+ 2,89
HAUTE-GARONNE	30,99	33,75	+ 2,76
MANCHE	19,61	22,33	+ 2,72
AUDE	31,73	34,40	+ 2,67
GARD	21,59	24,18	+ 2,59
MORBIHAN	22,40	25,16	+ 2,56
HAUTE-SAVOIE	20,33	23,32	+ 2,49
ISERE	26,00	28,47	+ 2,47
MOSELLE	23,85	26,25	+ 2,40
CALVADOS	24,47	26,84	+ 2,37
MAYOTTE	20,63	22,90	+ 2,27
VAR	23,95	26,15	+ 2,20
RHONE	21,01	23,16	+ 2,15
HAUT-RHIN	37,30	39,32	+ 2,02
NIEVRE	19,63	21,61	+ 1,98
JURA	24,04	26,55	+ 1,91
LANDES	32,16	34,02	+ 1,86
INDRE	21,65	23,50	+ 1,85
LOT-ET-GARONNE	25,58	27,37	+ 1,79
CORREZE	18,78	20,52	+ 1,74
COTES-DU-NORD	26,32	27,97	+ 1,65
MEURTHE-ET-MOSELLE	25,18	26,64	+ 1,46
AIN	23,92	25,34	+ 1,42
BOUCHES-DU-RHONE	22,45	23,84	+ 1,39
ILLE-ET-VILAINE	24,97	25,74	+ 0,77
ARDENNES	26,16	26,79	+ 0,63
MAINE-ET-LOIRE	23,30	23,90	+ 0,60
ORNE	23,17	23,55	+ 0,38
AUBE	24,33	24,65	+ 0,32
GERS	33,86	34,13	+ 0,27
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	26,06	25,91	- 0,15
LOIR-ET-CHER	28,82	28,56	- 0,26
DOUBS	25,83	25,53	- 0,30
HAUTE-VIENNE	29,28	28,94	- 0,34
TARN	26,67	25,88	- 0,79
CANTAL	31,16	29,52	- 1,64
VOSGES	23,75	22,10	- 1,65
PAS-DE-CALAIS	28,94	27,11	- 1,83
VIENNE	29,74	27,71	- 2,03
PUY-DE-DOME	30,48	26,79	- 3,69
MEUSE	29,89	27,99	- 1,90
DROME	31,10	27,06	- 4,04
ARIEGE	35,59	28,25	- 7,34
DEUX-SEVRES	30,49	32,41	+ 1,92
HAUTE-LOIRE	28,89	27,02	- 1,87
TERRITOIRE DE BELFORT	28,89	25,15	- 3,74
LOZERE	37,68	33,40	- 4,28
MAYENNE	26,63	22,21	- 4,42
CRUESE	28,15	22,85	- 5,30
SAVOIE	29,27	23,17	- 6,10
	32,25	25,25	- 7,00

La préparation du second tour

(Suite de la première page.)

M. Jacques Chirac doit tenir compte des militants du R.P.R., de sensibilité très anticaricardienne, de parlementaires tenus par leur appartenance à la majorité — M. Joël Le Tac fait exception en choisissant M. Mitterrand car ses collègues participent généralement aux meetings de M. Giscard d'Estaing — et d'un électoral en quête d'autre chose mais sans aller trop loin.

En 1974, les transferts de voix de M. Chaban-Delmas au premier tour sur le nom de M. Giscard d'Estaing au second tour s'étaient opérés dans la proportion de trois quarts environ. L'entourage de M. Chirac et des études faites avant le premier tour laissent penser que la part des réfractaires à l'égard du président sortant pourrait être plus forte le 10 mai, mais ces pronostics doivent être pris avec prudence car l'attitude des différents électeurs dépendra du contenu de la campagne pour le second tour et de l'effet de réciprocité : selon que M. Mitterrand sera plus ou moins soutenu par le P.C.F., il séduira plus ou moins les mécontents de la majorité sortante, et, selon qu'il séduira plus ou moins ces derniers, il sera perçu différemment par les électeurs unitaires de la gauche.

Jusqu'au second tour, M. Chirac n'en dira pas plus que le choix personnel qu'il a formulé. Les dirigeants du R.P.R. sont tentés de reprendre la formule du vote en conscience, ce qui reviendrait à ne pas mobiliser les électeurs. Comme certains députés du mouvement semblent se préparer à des élections législatives anticipées — qui auraient lieu après une victoire du candidat socialiste —, il apparaît que le R.P.R. a deux fers au feu : il ne rompt pas avec une appartenance à la majorité qui est ressentie comme naturelle par la plus large fraction de son électoral, mais il n'écartera pas l'éventualité d'un changement politique qui le placerait dans l'opposition sans doute, mais en meilleure situation pour la suite. M. Chaban-Delmas est

de ceux qui veulent prévenir ces tentations et qui, manifestement, envisagent l'avenir d'une autre manière. Il est assez plaisant de voir l'ex-candidat gaulliste de 1974 appeler à l'union derrière M. Giscard d'Estaing en s'adressant en particulier à M. Chirac et à Mme Garau qui n'avaient pas attendu le second tour, il y a sept ans, pour préconiser la même stratégie à son encontre.

Les arguments employés, eux, ne brouillent pas. Ce sont ceux du changement de société, du collectivisme, de l'emprise du P.C. avec cette nuance introduite par M. Giscard d'Estaing, car il y a quelques doutes sur l'alliance socialo-communiste, que si la France ne tombe pas dans « l'ordre communiste » avec M. Mitterrand ce sera pour chuter dans « le désordre socialiste ». Les électeurs de M. Chirac se reconnaîtront dans ce langage, car ils l'ont déjà entendu. M. Giscard d'Estaing tiendra compte aussi, comme il l'a clairement annoncé, des préoccupations qui se sont exprimées avant le premier tour, qu'elles émanent des gaullistes, des écologistes et, éventuellement, d'autres candidats.

La grande difficulté, pour la droite comme pour la gauche — et même pour le P.C.F. — est d'apprécier la véritable nature du recul de l'électorat communiste. Ce n'est pas une pure interrogation de politologue. La signification que l'on donne à ce phénomène engage l'avenir et fonde des plans stratégiques. Régression conjoncturelle et provisoire, ou manifestation d'une évolution historique et sociologique qui se poursuivra ?

Dans un premier temps, la tentation est de choisir l'interprétation la plus commode pour celui qui s'en sert. Les giscardiens n'y échappent pas, parfois, pour assurer que la force du P.C.F. reste ce qu'elle est et qu'il le prouvera aux prochaines élections législatives. L'épouvantail reste donc bien planté dans le champ de la gauche mais, en même temps et, apparemment, avec une certaine contradiction, on n'écartera pas l'idée que, dans l'état actuel de leurs difficultés, les dirigeants

communistes n'ont pas intérêt à aller au-devant des élections législatives qu'entraînerait un succès de M. Mitterrand.

Les socialistes ne sont pas moins perplexes devant ce qui leur arrive. Perplexes et, à la fois, ravis et inquiets. Le score de M. Mitterrand a dépassé leurs espérances, mais les a surtout confirmés dans le sentiment d'avoir choisi la bonne voie en laissant au P.C.F. la charge de payer le prix de la rupture. M. Mitterrand continuera donc de s'appuyer sur le réflexe unitaire, qui a fonctionné dès le premier tour, en l'élargissant au vote républicain qui avait été son grand thème de 1965.

S'ils se félicitent de voir la prééminence de leur parti confirmée au sein de la gauche, et s'ils se réjouissent des possibilités qu'elle ouvre dans l'avenir, certains socialistes s'inquiètent des effets qu'elle peut avoir dans l'immédiat : un raidissement du P.C.F., outre qu'il compromettrait les chances d'une victoire au second tour, élargirait plus encore le fossé qui sépare les deux partis. Ceux qui, au P.S., croient toujours à l'union de la gauche, par rapport à ceux qui envisagent de la dépasser, redoutent cette éventualité.

La réponse à ces questions appartient au P.C.F. lui-même et dépend de l'explication qu'il donnera, dans l'immédiat d'abord, et éventuellement plus tard — car il lui arrive de corriger ses analyses, — du recul enregistré le 26 avril. Les dirigeants communistes s'orientaient, au moment où se réunissait le comité central, vers une interprétation conjoncturelle. Leurs électeurs auraient été victimes du « vote utile » auquel on les a appelés avant le premier tour. Ils se sont trompés ou ont été abusés. L'explication apparaît un peu courte. Le P.C.F. ne peut faire l'économie d'une analyse plus convaincante sous peine de relancer dans ses rangs une contestation déjà forte au cours de la dernière année. Comme le note l'Humanité, il faut « peser les éléments divers de cette situation complexe ».

ANDRÉ LAURENS.

préparations d'été ou annuelles

MÉDECINE

7 centres : saints-pères, neuilly, nation, bichat, créteil, orsay, châtigny

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-84-94 - 745-08-19

enseignement supérieur privé